

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

IP/N/1/IDN/2/Rev.1
25 avril 2000

(00-1632)

**Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce**

NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 63:2 DE L'ACCORD

INDONÉSIE

Révision

La Mission permanente de la République d'Indonésie a fait parvenir au Secrétariat la communication suivante, datée du 18 avril 2000.

En référence à ma lettre n° 19/WTO/IV/2000 datée du 31 mars 2000 concernant la notification par l'Indonésie des lois et réglementations au titre de l'article 63:2 de l'Accord sur les ADPIC, je voudrais vous informer que, sur instructions de ma capitale, je souhaite apporter les corrections suivantes à la notification présentée à la date susdite:

1. Correction au document IP/N/1/IDN/2, daté du 12 avril 2000:
 - a) Principales lois et réglementations consacrées à la propriété intellectuelle (annexe I).
 - b) Autres lois et réglementations (annexe II).
2. Correction au document IP/N/6/IDN/1, daté du 5 avril 2000, contenant la réponse à la liste de questions concernant les moyens de faire respecter les droits.

Toutes ces corrections sont annexées à la présente lettre. Je vous saurais gré de distribuer ces améliorations aux Membres de l'OMC sous forme de révision de la notification de l'Indonésie.

On trouvera ci-après le texte révisé du document IP/N/1/IDN/2, annexé à cette communication.

Le texte révisé du document IP/N/6/IDN/1 est reproduit sous la cote IP/N/6/IDN/1/Rev.1.

ANNEXE I

PRINCIPALES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS CONSACRÉES À LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

INTITULÉ	BRÈVE DESCRIPTION
<p>Droit d'auteur¹ <u>Loi n° 6 de 1982</u> (Entrée en vigueur: 12 avril 1982)</p> <p><u>Loi n° 7 de 1987</u> Modification de la Loi n° 6 de 1982, et règlement d'application (Entrée en vigueur: 9 septembre 1987)</p> <p><u>Loi n° 12 de 1997</u> Modification de la Loi n° 7 de 1987 (Entrée en vigueur: 9 mai 1999)</p>	<p>Il s'agit de la première loi nationale sur le droit d'auteur, qui assure la protection des œuvres scientifiques, littéraires et artistiques.</p> <p>La modification comprend les éléments suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Renforcement de la peine prévue dans les dispositions pénales. Le "comportement délictueux par constat" est devenu un "délict pur et simple". b) Allongement de la durée de protection du droit d'auteur. c) Reconnaissance des programmes d'ordinateur comme œuvres protégées et exclusion de la paléanthropologie des œuvres protégées par la loi. d) Corrélation entre l'État et tout titulaire d'un droit d'auteur en matière de licences obligatoires. <p>La modification comprend les éléments suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Protection des œuvres d'auteurs inconnus. b) Exception aux dispositions concernant l'atteinte au droit d'auteur. c) Droit et pouvoir d'entamer une action en justice. d) Droit de location. e) Droits voisins. f) Concession de licences.
<p>Brevets² <u>Loi n° 6 de 1989</u> et règlement d'application (Entrée en vigueur: 1^{er} août 1991)</p>	<p>Il s'agit de la première loi nationale sur les brevets pour la protection des inventions; elle couvre notamment:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les inventions brevetables; b) les inventions non brevetables; c) les brevets simples; d) l'examen; e) le droit découlant d'une utilisation antérieure; f) les conseils en brevets; g) le droit de priorité;

¹ Voir le document IP/N/1/IDN/C/1.

² Voir le document IP/N/1/IDN/P/1.

INTITULÉ	BRÈVE DESCRIPTION
<p><u>Loi n° 13 de 1997</u> portant modification de la Loi n° 6 de 1989 (Entrée en vigueur: 7 mai 1997)</p> <p>Marques de fabrique ou de commerce³ <u>Loi n° 19 de 1992</u> (Entrée en vigueur: 1^{er} avril 1993)</p> <p><u>Loi n° 14 de 1997</u> portant modification de la Loi n° 19 de 1992 (Entrée en vigueur: 7 mai 1997)</p>	<p>h) la concession de licences concernant des brevets; i) les licences obligatoires; j) la Commission d'appel; k) les sanctions pénales.</p> <p>La modification contient les éléments suivants:</p> <p>a) Prolongement de la durée de protection. b) Redéfinition de la portée de la protection. c) Établissement du droit exclusif des titulaires de brevet. d) Adoption de l'Accord sur les ADPIC. e) Harmonisation de la procédure de publication.</p> <p>La première loi sur les marques de fabrique ou de commerce avait été la Loi n° 21 de 1961, remplacée par la Loi n° 19 de 1992. Cette loi régleme:</p> <p>a) La portée des marques: - marque de fabrique ou de commerce; - marque de service; - marque collective. b) La marque enregistrable, notamment la protection des marques notoirement connues. c) Le droit de priorité. d) La concession de licences concernant des marques. e) La suppression et l'annulation des marques. f) La Commission d'appel. g) Les enquêtes, les sanctions pénales et le recours au système constitutif. h) Les sanctions pénales.</p> <p>Cette loi traite des aspects suivants:</p> <p>a) dépôts multiclassés; b) indications géographiques et indications d'origine.</p>

³ Voir le document IP/N/1/IDN/I/1.

ANNEXE II**AUTRES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS**

INTITULÉ DATE D'ADOPTION ET D'ENTRÉE EN VIGUEUR	BRÈVE DESCRIPTION
<p>Droit d'auteur et droits connexes</p> <p><u>Règlement du gouvernement n° 14 de 1986</u> sur le Conseil du droit d'auteur</p> <p><u>Règlement du gouvernement n° 1 de 1989</u> sur la traduction et/ou la reproduction d'ouvrages dans les domaines de l'enseignement, des sciences et de la recherche-développement</p> <p><u>Règlement du gouvernement n° 26 de 1999</u> sur le barème des revenus publics d'origine non fiscale</p> <p><u>Règlement du gouvernement n° 70 de 1991</u> sur la mise en œuvre de la Loi n° 4 de 1990 concernant le dépôt d'œuvres imprimées et enregistrées</p> <p><u>Règlement du gouvernement n° 6 de 1994</u> sur les activités cinématographiques</p> <p><u>Règlement du gouvernement n° 7 de 1994</u> sur l'Agence de censure des films</p> <p><u>Règlement du gouvernement n° 8 de 1994</u> concernant l'Agence nationale de consultation pour les films</p> <p><u>Décret présidentiel n° 18 de 1997</u> portant ratification de la Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques</p> <p><u>Décret présidentiel n° 19 de 1997</u> portant ratification du Traité de l'OMPI sur le droit d'auteur</p>	<p>Le Conseil du droit d'auteur a pour principale fonction d'apporter des conseils au gouvernement indonésien au sujet de l'élaboration des dispositions concernant le droit d'auteur et aux auteurs, sur demande.</p> <p>Ce règlement contient des dispositions se rapportant à la mise en œuvre de l'article 15 (Licences obligatoires) de la Loi sur le droit d'auteur.</p> <p>Dans le cadre de la mise en œuvre de la Loi n° 20 de 1997, il est jugé nécessaire d'édicter un règlement du gouvernement sur le barème des revenus publics d'origine non fiscale au Ministère de la justice.</p> <p>Ce règlement contient des dispositions concernant le dépôt d'œuvres imprimées et enregistrées.</p> <p>Ce règlement contient des dispositions relatives aux activités cinématographiques, y compris la production de films, les services techniques, ainsi que l'exportation, l'importation, la censure, la radiodiffusion et la distribution de films.</p> <p>Ce règlement contient des dispositions concernant l'organisation, la procédure de travail, le fonctionnement, les attributions et les pouvoirs de l'Agence de censure des films.</p> <p>Ce règlement contient des dispositions concernant l'organisation, la procédure de travail, le fonctionnement, les attributions et les pouvoirs de l'Agence nationale de consultation pour les films.</p>

INTITULÉ DATE D'ADOPTION ET D'ENTRÉE EN VIGUEUR	BRÈVE DESCRIPTION
<p>Marques de fabrique ou de commerce <u>Règlement du gouvernement n° 23 de 1993</u> concernant la procédure relative aux demandes d'enregistrement de marques</p> <p><u>Règlement du gouvernement n° 24 de 1993</u> concernant la classification des biens et services en vue de l'enregistrement des marques</p> <p><u>Règlement du gouvernement n° 32 de 1995</u> concernant la Commission d'appel pour les marques de fabrique ou de commerce</p> <p><u>Règlement du gouvernement n° 26 de 1999</u> concernant le barème des revenus publics d'origine non fiscale</p> <p><u>Décret présidentiel n° 17 de 1997</u> portant ratification du Traité sur le droit des marques</p> <p>Indications géographiques ---</p> <p>Dessins et modèles industriels</p> <p>Brevets (y compris la protection des variétés végétales) <u>Règlement du gouvernement n° 33 de 1991</u> concernant l'inscription spéciale des conseils en brevets</p> <p><u>Règlement du gouvernement n° 34 de 1991</u> concernant la procédure de demande de brevet</p> <p><u>Règlement du gouvernement n° 11 de 1993</u> concernant la forme et le contenu des certificats d'octroi de brevet</p> <p><u>Règlement du gouvernement n° 31 de 1995</u> concernant la Commission d'appel pour les brevets</p> <p><u>Règlement du gouvernement n° 26 de 1999</u> concernant le barème des revenus publics d'origine non fiscale</p>	<p>Ce règlement prescrit la procédure de demande d'enregistrement de marques.</p> <p>Ce règlement prescrit la classification des biens et services.</p> <p>Ce règlement prescrit la structure organisationnelle, les attributions et le fonctionnement de la Commission d'appel pour les marques de fabrique ou de commerce.</p> <p>Dans le cadre de la mise en œuvre de la Loi n° 20 de 1997, il est jugé nécessaire d'édicter un règlement du gouvernement sur le barème des revenus publics d'origine non fiscale au Ministère de la justice.</p> <p>Le projet de loi sur les dessins et modèles industriels est actuellement en délibération à la Chambre des représentants.</p> <p>Ce règlement régit la procédure d'inscription des conseils en brevets.</p> <p>Ce règlement régit la procédure de demande de brevet.</p> <p>Ce règlement prévoit la forme et le contenu des certificats d'octroi de brevet.</p> <p>Ce règlement prescrit la structure organisationnelle, les attributions et le fonctionnement de la Commission d'appel pour les brevets.</p> <p>Dans le cadre de la mise en œuvre de la Loi n° 20 de 1997, il est jugé nécessaire d'édicter un règlement du gouvernement sur le barème des revenus publics d'origine non fiscale au Ministère de la justice.</p>

INTITULÉ DATE D'ADOPTION ET D'ENTRÉE EN VIGUEUR	BRÈVE DESCRIPTION
<p><u>Décret présidentiel n° 16 de 1997</u> portant ratification du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et du Règlement d'exécution du PCT</p> <p><u>Arrêté du Ministre de la justice</u> <u>n° M.01-HC.02.01 de 1991</u> sur les brevets simples</p> <p><u>Arrêté du Ministre de la justice</u> <u>n° M.02-HC.02.10 de 1991</u> sur la publication des brevets</p> <p><u>Arrêté du Ministre de la justice</u> <u>n° M.06.HC.02.10 de 1991</u> sur la procédure de demande de brevet</p> <p><u>Arrêté du Ministre de la justice</u> <u>n° M.07-HC.02.10 de 1991</u> concernant la requête d'examen au fond</p> <p><u>Arrêté du Ministre de la justice</u> <u>n° M.08.HC.02.10 de 1991</u> concernant l'enregistrement et la requête de copies de documents sur les brevets</p> <p><u>Loi sur la protection des variétés végétales</u></p> <p>Schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés</p> <p>Protection des renseignements non divulgués</p> <p>Moyens d'éviter l'usage abusif des droits de propriété intellectuelle</p> <p>---</p>	<p>Cet arrêté établit des dispositions particulières concernant les brevets simples.</p> <p>Cet arrêté prévoit la procédure de publication des brevets.</p> <p>Cet arrêté met en œuvre le régime de la demande de brevet.</p> <p>Cet arrêté prévoit la procédure de requête d'examen au fond.</p> <p>Cet arrêté prévoit la procédure pour demander l'enregistrement de copies de documents sur les brevets et pour requérir des copies.</p> <p>Le projet de loi sur la protection des variétés végétales est actuellement en délibération à la Chambre des représentants.</p> <p>Le projet de loi sur les schémas de configuration des circuits intégrés est actuellement en délibération à la Chambre des représentants.</p> <p>Le projet de loi sur les secrets commerciaux est actuellement en délibération à la Chambre des représentants.</p> <p>En l'absence d'une loi sur les secrets commerciaux, la réglementation en vigueur concernant la protection de l'enregistrement des produits médicamenteux finis est énoncée dans l'Arrêté du Ministre de la santé n° HK.00.06.2.03186 relatif aux critères détaillés et aux procédures complètes de demande et d'enregistrement concernant les produits médicamenteux finis.</p>

INTITULÉ DATE D'ADOPTION ET D'ENTRÉE EN VIGUEUR	BRÈVE DESCRIPTION
<p>Procédures et mesures correctives judiciaires civiles</p> <p><u>Code civil indonésien</u> (Burgerlijk Wetboek)</p> <p><u>Code de procédure civile</u> (Het Herziene Indonesisch Reglement)</p> <p>Mesures judiciaires provisoires</p> <p>---</p> <p>Prescriptions spéciales concernant les mesures à la frontière</p> <p><u>Loi douanière n° 10 de 1995</u></p> <p>Procédures pénales</p> <p><u>Code de procédure pénale indonésien</u> (Loi n° 8 de 1981)</p> <p><u>Code pénal indonésien</u> (Wetboek van Strafrecht)</p> <p>Toutes procédures et mesures correctives administratives non visées ci-dessus</p> <p>---</p> <p>Autres</p> <p><u>Décret présidentiel n° 15 de 1997</u> portant ratification de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle</p>	<p>Dispositions générales relatives à l'atteinte aux droits de propriété intellectuelle.</p> <p>Dispositions générales relatives à l'atteinte aux droits de propriété intellectuelle.</p> <p>L'Administration des douanes est habilitée à saisir et à détenir les produits soupçonnés de contrevenir à la loi, qu'une plainte ait été déposée ou non. Les articles pertinents de la loi sont les articles 54 à 62.</p> <p>Dispositions générales relatives à l'atteinte aux droits de propriété intellectuelle.</p> <p>Dispositions générales relatives à l'atteinte aux droits de propriété intellectuelle.</p>